

alors que c'étaient les dépenses, les impôts, le coût de la vie et peut-être le déficit les plus élevés de notre histoire. Je répète cette accusation maintenant.

• (3.10 p.m.)

Le ministre n'a rien fait pour freiner les habitudes dépensières de ses collègues du cabinet. Une pareille attitude a et aura de très graves répercussions pour les Canadiens et le Canada. Non seulement met-elle en danger notre situation économique à l'étranger, mais elle pourrait provoquer le déclin de tout notre régime fédéral de gouvernement. Je n'ai pas voulu critiquer outre mesure l'exposé budgétaire du ministre l'autre soir, me bornant à la qualifier de budget fastidieux, peu profitable pour le pays. Le déficit a beau être considérable, je ne puis me résoudre à reprendre certaines des expressions dont on avait accablé jadis le gouvernement conservateur, alors qu'il avait accusé un déficit pour tâcher de sortir le pays d'une période de récession.

Peut-être vaut-il la peine de citer certaines opinions des députés libéraux à propos des déficits. Le 22 juin 1961 par exemple, le ministre de la Défense nationale (M. Hellyer) a dit, d'après la page 7137 du compte rendu:

Quelle farce. Le gouvernement a l'intégrité d'un chat de gouttière. Après avoir poussé des gémissements et des cris perçants, il refuse d'assumer la responsabilité de ses méfaits dans le domaine financier.

L'honorable représentant a poursuivi ainsi:

Le ministre a dit qu'il ne s'agit pas ici d'un budget ordinaire. C'est beaucoup dire, même pour le ministre. Il l'a appelé un budget de portée économique. En réalité, on découvrira qu'il s'agit d'une gaffe de portée économique.

Le ministre actuel de la défense s'est mis à attaquer le ministre des Finances d'alors en l'appelant une jeune mariée gênée qui met des bas de laine dans la machine à laver remplie d'eau bouillante et qui s'aperçoit, en les sortant de l'eau, qu'ils ont considérablement rétréci. Je cite ses paroles:

Nous nous demandons jusqu'à quel point le dollar canadien rétrécira par suite de l'expansion monétaire que le ministre des Finances sera peut-être forcé de mettre en œuvre dans la conjoncture actuelle.

Puis ce fut le tour du ministre actuel des Transports (M. Pickersgill). Sa participation la plus importante au débat a commencé par ces mots:

Je pensais que l'un de nos vis-à-vis aurait trouvé quelque chose à dire en faveur du budget, mais en fait je ne suis pas du tout surpris qu'ils en soient incapables.

Dans ce contexte descriptif, il a déclaré que notre budget d'alors était la plus grande déception de toute notre histoire.

[L'hon. M. Monteith.]

Ce fut ensuite au tour du secrétaire d'État actuel (M<sup>110</sup> LaMarsh) de prendre la parole. Voici ce qu'elle a dit:

Hélas, les Canadiens se retrouvent le bec à l'eau comme une femme qu'on abandonne aux pieds de l'autel...

Puis, elle a ajouté:

Nous nous demandons pourquoi les Canadiens sont nerveux et craintifs. Pourquoi manquent-ils de confiance? Pourquoi ne veulent-ils pas placer leur argent au Canada?

Monsieur l'Orateur, je ne suis pas de ceux qui peuvent recourir à des expressions aussi percutantes au sujet du budget libéral ou censurer vraiment de cette façon le travail de quelqu'un. J'ai cité néanmoins ces remarques pour montrer ce que le gouvernement actuel pense des budgets déficitaires. Les observations de ces ministres-là remontent à 1961. Ils critiquaient sévèrement le déficit d'un gouvernement conservateur, mais le déficit d'alors n'était pas du genre du déficit libéral actuel. En raison des exigences économiques de l'époque, le déficit des conservateurs était une bonne chose, il avait du bon sens, il aidait le pays, il créait des emplois. Le déficit d'alors n'a pas aggravé l'inflation, comme le présent déficit libéral le fera inévitablement.

L'autre soir, le ministre n'a fait que mentionner en passant l'effet sur les marchés de l'argent et les taux d'intérêt, les affaires internationales et les prix au pays, des sommes énormes qu'il devra emprunter pour financer les opérations de son gouvernement. Il a signalé que, cette année, il lui faudra 1,520 millions de dollars, soit deux fois le montant de 719 millions pour l'an dernier, afin de répondre aux besoins supplémentaires à ceux auxquels les impôts pourvoient. Où trouvera-t-on cet argent? Seulement en imprimant plus d'argent, en créant du crédit bancaire, en haussant les impôts plus tard dans l'année ou en obtenant des sommes d'argent élevées du public par la vente d'obligations ou autres titres du gouvernement.

Permettez-moi de dire un mot ici au sujet du déficit projeté. Ne nous leurrions pas. Si le gouvernement prédit un déficit de 741 millions de dollars, c'est qu'il en prévoit probablement un de un milliard, le plus élevé de l'histoire du Canada. Il y aura des crédits supplémentaires, la hausse des prix et un vif désir de continuer à dépenser pour rendre tout le monde heureux en prévision d'un congrès pour choisir un chef au parti libéral et d'élections générales. Tout indique que le gouvernement se verra contraint d'emprunter de larges sommes.

Au dire du ministre, il nous faut faire de grands efforts pour obtenir des prêts liquides cette année. Je le répète, lorsque le gouvernement conservateur a eu recours au financement de déficits budgétaires, l'économie était